

Crise au Venezuela : les impasses du "caudillisme"

ou pourquoi le refus de toute intervention extérieure ne saurait nous dispenser d'un bilan sérieux du chavisme

lundi 25 février 2019, par [Denis COLLIN](#)

Commençons par dire non à toute intervention étrangère au Venezuela. Le droit international suppose la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État tiers. Et de ce point de vue l'implication tant du gouvernement américain que des autres gouvernements latino-américains ou des gouvernements européens est tout simplement une violation du droit international auquel ils sont censés avoir souscrit en adhérant à l'ONU. Notons en passant que les gouvernements « populistes » et « nationalistes » en Europe ont également appuyé l'interventionnisme au Venezuela. Preuve que tous ces gens (Salvini, Orban ou Bolsonaro) ne sont pas du tout des souverainistes et défenseurs de la nation.

Mais défendre le Venezuela contre les ingérences étrangères ne signifie nullement que l'on doive soutenir Maduro. Au contraire ! L'avenir des mouvements sociaux et nationaux en Amérique Latine suppose une rupture radicale avec toutes les formes de « bonapartisme de gauche », avec le « caudillisme » qui a empoisonné le mouvement ouvrier et démocratique - de Péron à l'APRA et au « bolivarianisme ».

La nature du chavisme

Si on le veut caractériser précisément le gouvernement de Nicolas Maduro, imprudemment qualifié de « socialiste » par ses partisans comme par ses adversaires, on doit plutôt faire appel à une typologie fine des diverses variétés de gouvernements capitalistes. Car il n'y a aucune trace de socialisme dans le régime mis en place par Hugo Chavez. La manne pétrolière a été utilisée en partie (en partie seulement, car une autre partie est tombée directement dans les poches du clan chaviste) pour améliorer le sort des pauvres - tout comme l'ont fait les programmes de Lula dont personne n'a dit qu'ils transformaient le Brésil en pays socialiste ! A ce compte le RSI/RSA mis en place par Michel Rocard serait du communisme échevelé. Les déclarations de Chavez et de Maduro ont toujours été marquées par une rhétorique révolutionnaire, mais la rhétorique révolutionnaire n'est pas la révolution, spécialement en Amérique Latine. Rappelons que le parti au pouvoir au Mexique de 1928 à 2000 sans interruption s'appelait « parti révolutionnaire institutionnel » et était membre de l'Internationale Socialiste... L'APRA péruvienne était une alliance populaire révolutionnaire et le mouvement de Péron (sous ses intitulés divers) s'est toujours voulu révolutionnaire.

Dans les cas qu'on vient de citer nous sommes confrontés à des mouvements à l'origine nationaliste qui veulent affirmer les revendications de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie en Amérique Latine face à l'impérialisme américain et à la fraction de la bourgeoisie qui lui est entièrement soumise, la bourgeoisie dite « comprador ». Et dans tous ces mouvements, l'armée est la colonne vertébrale de l'État. Les syndicats indépendants du pouvoir n'existent plus, ils sont intégrés dans le parti - c'est typiquement le cas en Argentine ou au Mexique où existait une puissante tradition syndicale - et, sous des formes et à des degrés variables on assiste à une tendance au parti unique et à la monopolisation de tous les lieux de pouvoir par la caste gouvernante.

Au Venezuela s'ajoute un troisième élément, très important : l'État s'appuie sur la rente pétrolière et, de ce point de vue, le chavisme a disposé d'un atout très important lui donnant des marges de manœuvre bien supérieures à celles des partis et mouvements analogues dans les autres pays d'Amérique Latine.

On a pris la mauvaise habitude d'identifier capitalisme et capitalisme libéral. Mais il existe d'autres formes

de système capitaliste et les États rentiers constituent l'une de ces formes (je renvoie ici aux travaux de notre ami Jérôme Maucourant). Il est clair que la Russie de Poutine entre dans cette catégorie compte-tenu de l'importance de la rente gazière et pétrolière dans l'économie russe et des liens étroits entre les oligarques et l'appareil d'État central et de la place des services de renseignements dans l'appareil d'État. L'Iran constitue une autre forme de ce type d'États, par exemple : les « pasdarans », la milice des gardiens du pouvoir, sont un acteur collectif majeur dans l'économie iranienne. Mais c'est aussi le cas de l'Algérie où l'appareil du FLN ou plus exactement la fraction de l'appareil issu de l'armée des frontières contrôle le pays depuis 1962 en vivant largement sur l'extorsion de la rente pétrolière.

Donc rhétorique nationaliste éventuellement à coloration socialiste, plus pouvoir de l'armée, plus rente pétrolière : voilà la composition chimique du chavisme. Comme dans tous les régimes de ce type, on fait appel à la « mobilisation des masses », mais ce n'est jamais un peuple organisé sur ses propres bases ; c'est une masse conviée à venir soutenir le pouvoir en place, exactement comme le faisait Peron, Castro... ou Mussolini ! Faire de la mobilisation des masses un critère révolutionnaire, socialiste ou démocratique, c'est commettre une grossière erreur puisque la mobilisation d'une masse politiquement pulvérisée et rassemblée par le « parti » unique ou dominant est une caractéristique du fascisme ou de ce qu'on appelle les régimes totalitaires.

Le gouvernement « bolivarien » s'est créé une centrale syndicale à sa dévotion, aussi indépendante des gouvernements que l'étaient les syndicats officiels en URSS et dans les pays de l'Est. Les mouvements de classe des ouvriers se sont heurtés et se heurtent encore non seulement à la répression de l'appareil chaviste qui sans la moindre honte jette en prison les représentants des travailleurs, mais encore à la direction de la centrale « bolivarienne », courroie de transmission du pouvoir. Cette réalité de la lutte des classes sous le chavisme est camouflée tant par les amis du « bolivarianisme » en France que par ses ennemis bourgeois. Pour les uns, le bolivarianisme est socialiste et il doit être défendu comme tel et pour les autres il est aussi socialiste et doit être combattu comme tel si on veut défendre les libertés. Mais c'est oublier que les premières victimes de la bureaucratie corrompue du chavisme sont les travailleurs et que ce sont eux qui ont le plus besoin de la liberté pour pouvoir s'organiser et combattre contre l'impérialisme aussi bien que contre le régime corrompu de Maduro.

Un gouvernement anti-démocratique

Ensuite, il faut penser ce mouvement dans son évolution historique, entre les premiers pas du chavisme, plein d'espoir, et la décomposition tragique du gouvernement de Maduro, beaucoup d'événements ont marqué le Venezuela. Indéniablement, à l'époque de Chavez -le charisme propre du président a joué son rôle là-dedans- le soutien populaire était important sans d'ailleurs que la répression contre l'opposition ne soit particulièrement forte. Au contraire, l'opposition bourgeoise pro-USA a gardé ses organes de presse, sa place dans l'économie et globalement les élections sont restées à peu près honnêtes. Les tentatives de coup d'État organisées par la bourgeoisie vénézuélienne ont échoué sans entraîner de grandes opérations de répression mais elles ont indiscutablement nourri les tendances du régime à limiter la liberté d'expression.

Avec la mort de Chavez et son remplacement par Maduro, la situation s'est sérieusement dégradée. Maduro lui-même n'est élu qu'à une très courte majorité (tout juste un peu au-dessus de 50%) et avec des soupçons assez fondés de fraude électorale. Peu après, la vérité des rapports de force se montrait lors de l'élection au parlement qui accordait une large victoire aux opposants du président. C'est ce parlement élu contre Maduro qui se dresse aujourd'hui contre la présidence en faisant valoir une légitimité démocratique qui n'est guère contestable. Pour se débarrasser de cette opposition, Maduro a entrepris de modifier la constitution en faisant élire une assemblée constituant croupion, résultat d'une manipulation électorale si grossière que personne n'accorde à cette instance le moindre crédit. Voici comment l'analyse un représentant du « chavisme critique » (ce courant assez important aujourd'hui qui tout en se réclamant de l'héritage de Chavez s'oppose à Maduro) : « La journée de dimanche a montré un gouvernement et un appareil d'État affaibli. Les résultats annoncés par le CNE (commission nationale électorale) sont disproportionnés. En comparant les chiffres officiels on s'aperçoit que Maduro aurait été soutenu

dimanche par plus de personnes que Chavez en 2012, ou encore qu'il aurait récupéré près de 2 millions et demi de vote depuis sa dernière élection de 2015 où il a été battu. Qui peut croire honnêtement ou objectivement ces chiffres alors qu'on voit que le gouvernement a perdu de manière évidente une grande partie de son soutien social ? La réalité du vote est bien loin des chiffres annoncés par le CNE mais aussi des mensonges de la MUD (mouvement unifié démocratique, opposition). Dimanche le grand gagnant a été l'abstention, la majorité des quartiers populaires n'a pas voté. C'est le message silencieux de millions de Vénézuéliens qui ont encore une fois exprimé un mécontentement grandissant. Le gouvernement a annoncé des chiffres faux pour affirmer qu'il s'agit du taux de participation le plus important depuis longtemps, ce qui selon lui devrait lui permettre de continuer ses plans de restrictions des droits démocratiques et pour aller vers un plus grand bradage du pays à l'impérialisme. » (Sergio Garcia, traduit sur le site « La Commune »)

Le même auteur annonce la suite : « Cette constituante vise à consolider un modèle antipopulaire, à augmenter les pouvoirs du régime et de sa bureaucratie, à réduire les droits politiques et sociaux, à harceler encore plus l'opposition de gauche, « le chavisme critique », les représentants authentiques des mouvements sociaux. Ceux que Maduro accuse, dans le plus pur style stalinien, d'être des agents de la CIA. »

Larvé depuis 2015, le conflit maintenant ouvert. En 2018, l'élection présidentielle avait donné à Maduro une large victoire mais cette élection n'avait recueilli qu'une participation de 46% et donc moins d'un tiers de électeurs s'est prononcé pour lui - il semble que la participation réelle n'ait pas excédé les 32%. L'inflation galopante - la seule monnaie qui permette vraiment d'acheter quelque chose au Venezuela est le dollar - et les restrictions des produits de première nécessité précipitent la colère et les appuis populaires du régime s'affaissent toujours un peu plus. Entre Maduro et le peuple, le fossé se creuse. L'armée pourrait lâcher Maduro si les choses empiraient. Les premières désertions sont enregistrées au moment où les soldats doivent tirer sur des gens désarmés qui demandent seulement à manger.

À qui la faute ?

L'incroyable dégradation de la situation économique ne peut être mise seulement au compte du blocus des USA. Le chavisme n'a jamais réussi, même quand l'argent coulait à flot ni à industrialiser le pays pour le rendre un peu autonome, ni à éradiquer la pauvreté et la malnutrition. Là encore les « amis » du bolivarianisme se sont comportés comme leurs ancêtres amis de l'URSS : royalement reçus par les hommes au pouvoir, aveuglés par les manifestations de masse organisées à la gloire du régime, ils sont revenus en Europe pour nous chanter que tout allait bien et que seules les mauvaises actions de l'oncle Sam étaient à mettre en cause. Les sanctions n'étranglent pas le Venezuela depuis des décennies. C'est seulement depuis l'arrivée de Trump au pouvoir qu'elles sont devenues plus drastiques. Mais le Venezuela, en tant que gros producteur de pétrole, a eu jusqu'aux années 2010/2012 de larges marges de manœuvres. La Russie et la Chine l'ont soutenu et la Chine lui a prêté beaucoup d'argent. Les autres pays d'Amérique Latine, souvent « à gauche » ne lui étaient pas hostiles. La situation n'était certes pas idéale, mais elle ne le sera jamais pour quelque pays que ce soit veut rompre avec le capitalisme.

La vérité est que la caste militaro-bureaucratique qui gouverne le pays est à la fois incompétente et corrompue, exactement comme ses homologues dans des pays comme l'Algérie. L'ONG Transparency International classe le Venezuela en tête des pays corrompus ; 450 milliards de dollars auraient quitté le pays en vingt ans. L'ONG parle d'une véritable cleptocratie - le terme avait été utilisé jadis pour parler de l'Algérie. Maria Gabriela Chavez, seconde fille de l'ancien président et qui a joué un temps le rôle de « première dame » passe pour être la femme la plus riche du pays avec une fortune estimée à un peu plus de 4 milliards de dollars. Encore fois, l'aveuglement des soutiens européens et français en particulier laisse sans voix. Comme si l'expérience d'un siècle n'avait servi à rien. Comme si les témoignages concordants devaient être rejetés au motif qu'il ne faut pas faire le jeu de l'impérialisme. Mais ceux qui font vraiment le jeu de l'impérialisme, ceux qui disent finalement aucun changement sérieux n'est possible, ce sont justement les cleptocrates en tous genres, les voleurs et les ennemis des libertés individuelles.

Bien sûr le renversement de Maduro avec l'aide américaine est une très mauvaise chose. L'idéal serait que le peuple vénézuélien trouve en lui-même les ressources pour prendre le chemin d'un véritable socialisme démocratique. Mais les probabilités que cela soit possible à court terme sont, hélas, proches de zéro. Une fois de plus la dégénérescence de ceux qui se sont déclarés représentants du peuple fait le jeu de la bourgeoisie et de la domination capitaliste qu'ils renforcent, tout comme la contre-révolution stalinienne a été le principal facteur qui a permis au capitalisme de survivre au XXe siècle.